



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

E'mail : communistes@sitecommunistes.org

11/05/2023

Le retrait de la réforme c'est par la lutte que nous la gagnerons pas par le « dialogue social »

Après 114 jours, plus de 4 mois de luttes contre la réforme des retraites la détermination à obtenir le retrait de cette loi promulguée malgré un rejet massif de la population, il faut continuer à lutter.

L'intersyndicale appelle à une 14^{ème} journée de mobilisation le 6 juin, 3 jours avant le vote de la « loi visant à abroger l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans » proposée par le groupe Liot¹. L'intersyndicale veut faire pression pour que les élus relaient les luttes. Le 5 juin elle a envoyé une lettre aux sénateurs et aux députés pour leur demander « de voter le projet de loi du groupe Liot ».

Les syndicats continuent les luttes, des grèves, des débrayage des manifestations, sont programmés avant le 6 juin il faut qu'elles aillent plus loin. Des manifestations spontanées avec ou sans « casseroles » exprime le rejet de la réforme des retraites et de la politique de Macron

Les attaques de Macron et de son ministre de l'intérieur veulent remettre en cause au droit de manifester, ont pour effet d'ancrer encore plus profondément la volonté de s'opposer au gouvernement. Macron comme tous ses ministres sont contraints d'annuler leurs déplacements où de déployer un cordon de CRS, de gendarmes ou de Brav-M². Lors de la commémoration du 8 mai 1945, Macron à descendu seul les 2 km des champs Elysées, faisant là une démonstration de fébrilité et de faiblesse.

Macron veut tourner la page et voudrait gagner la confiance et demande à la 1^{ère} ministre de relancer le « dialogue sociale ».

E. Borne a invité les syndicats à des entretiens bilatéraux sans ordre du jour précis les 16 et 17 mai. Tous les syndicats conviés, la CGT, la CFDT, la CFE-CGC, Force ouvrière et la CFTC - ont accepté l'invitation.

Berger avant de recevoir l'invitation a déclaré qu'il participerait au « cycle de concertation », **FO** ira « *pour redonner la place qui est la sienne aux organisations collectives* », **pour la CGT** « *Notre mandat CGT est clair : nous irons, pour, réaffirmer l'exigence de retrait de la réforme* ». Verzeletti, secrétaire confédérale de la CGT, en faveur de « négociations directes avec du contenu, qui intégreraient les organisations patronales. C'est dans la ligne de la CES Esther Lynch, secrétaire de la CES, a déclaré le 1^{er} mai « *réitérer son soutien très fort aux syndicats français unis dans leur mobilisation pour le dialogue social et contre la réforme des retraites en France. La réforme des retraites a été adoptée, sans aucun dialogue avec les partenaires sociaux, n'est pas acceptable* »

La CGT est un syndicat de luttes de classes, le capital n'est pas un partenaire. Le capital renforce toujours plus l'exploitation du travail avec toutes ses conséquences économiques et sociales,

Macron et ses ministres se lancent dans des opérations « séduction » pour tenter de calmer la colère

- Y. Braun-Pivet, la présidente de l'Assemblée nationale annonce la formation d'un groupe de travail « transpartisan », pour que « le fonctionnement de nos institutions gagne en efficacité et en participation citoyenne ». !!! « c'est le bon moment, de réformer nos institutions c'est une des réponses à la défiance qui grandit envers la classe politique.

- G. Attal, a annoncé un plan de lutte contre la fraude fiscale. Le gouvernement claironne qu'il va s'attaquer aux plus riches !!! La deuxième partie du volet : « la fraude sociale », elle s'attaquera aux plus pauvres : fraudes aux minimas sociaux, réforme du RSA, baisse des indemnités journalières de l'assurance maladie, baisse des indemnité chômage, etc...

¹. Libertés, Indépendants, Outre-mer et Territoires

². Brigade de répression de l'action violente motorisée

- Quant à Macron, c'est devant 150 chefs d'entreprise et de parlementaires réunis à l'Elysée qu'il défend l'efficacité de la politique économique menée depuis 6 ans et qui soit disant porte ses fruits aujourd'hui avec un début d'un mouvement de réindustrialisation du à quel prix : plus de 30 milliards d'euros de baisses d'impôts en faveur des entreprises depuis 2017, exonérations de cotisations sociales 75 milliards d'euros pour l'année 2022, 10 milliards d'euros de manque à gagner pour la Sécurité sociale par la transformation du CICE en exonérations de cotisations et sa pérennisation cout 20 milliards d'euros par an, suppression progressive de la CVAE (Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises) sur deux ans : 4,1 milliards d'euros dès 2023, Allègement des impôts de production de 10 milliards d'€ par an. 300 milliards versés aux multinationales avec le plan de relance...

La soit disant « L'efficacité » de la politique économique c'est la surexploitation des travailleurs, le prix de la force du travail a moins augmenté en France depuis vingt ans que dans tous les autres pays d'Europe.

En revanche Roux de Bézieux, juge que les 5 années qu'il a passé à la tête du Medef ont été miraculeuses pour les entreprises. « Depuis 2017, l'exécutif a clairement mené une politique pro-entreprises. Il n'y a pas de précédent d'un basculement aussi clair vers une politique de l'offre, pro-business. Cette politique a produit des résultats spectaculaires. Pas pour les travailleurs dont les salaires ont diminué, les conditions de travail se sont dégradées, le nombre de travailleurs pauvres a augmenté.

Macron a été élu pour faire la politique au service du capital, pour augmenter les profits des maintenant il a rempli une bonne partie de la feuille de route fixé par le capital, il lui reste à terminer la casse de tous les services publics, de la sécurité sociale, tous les acquis des luttes. Les candidats à la succession de Roux de Bézieux dictent ce qui lui reste à faire - réduire la dépense publique, -financer la transition climatique par la capitalisation des retraites

C'est compter sans les luttes, le rapport de force s'inverse que par les luttes sociales et économiques, les luttes politiques pour s'attaquer au capital. Cette période de mobilisation a montré plus clairement la responsabilité du capital. La lutte de classes a fait des progrès, il faut aller plus loin. Nous nous y emploierons.